

BILLET DE BLOG 7 septembre 2023

L'engagement de l'Afrique dans le Bilan mondial de l'Accord de Paris sur le climat

Auteur

Xolisa Ngwadla

Chef du projet Bilan Mondial Afrique, expert indépendant

🕒 Temps de lecture: 4 min



Ce billet de blog, publié dans un premier temps, le 4 septembre 2023, dans sa version en anglais, a été écrit dans le cadre des travaux de l'Initiative Deep Decarbonization Pathways sur l'élaboration de trajectoires de développement nationales et leur importance pour une action climatique à la fois adaptée aux spécificités des pays et concertée au niveau international. Cette double nécessité est au cœur de la préparation du Bilan mondial, plus particulièrement pour les pays africains.

Le premier Bilan mondial (*Global Stocktake*, GST) dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat devrait livrer ses résultats dans quelques mois lors de la COP 28 à Dubaï. Ces résultats s'inscrivent dans un processus technique qui a débuté en 2022, lorsque trois dialogues techniques ont été organisés sous les auspices de la Convention Climat de Nations unies (CCNUCC). Ces dialogues ont été l'occasion de synthétiser les preuves scientifiques, principalement issues du 6e rapport d'évaluation du Giec, sur le niveau d'action climatique requis pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Et la synthèse de l'action climatique, principalement basée sur les rapports des Parties

à la CCNUCC, a également donné une idée de l'état d'avancement de la réponse du monde au défi climatique.

Des travaux ont également été soumis dans le cadre de la préparation du GST par les Parties et les acteurs non-Parties à la CCNUCC, ces derniers ayant reçu une attention sans précédent. Il apparaît néanmoins que la participation des pays africains à ce processus est limitée. C'est pourquoi le [projet Bilan mondial Afrique](#), porté par l'Iddri et la Konrad Adenauer Stiftung, vise à renforcer la contribution des perspectives africaines au GST.

Dans le cadre de ce projet, une [analyse](#) a été publiée qui met en évidence certains éléments clés sur : les obstacles à la participation aux processus du GST ; l'état des processus nationaux de consultation, importants pour faire connaître les perspectives africaines, ainsi que pour renforcer l'action et le soutien ; la participation de l'Afrique aux actions de coopération internationale ; et les résultats du GST envisagés par les pays africains.

- La participation des pays africains aux premiers processus du GST peut être qualifiée de faible, ce qui, dans une large mesure, peut être attribué à un manque de capacités humaines et techniques. La collaboration avec les institutions régionales et continentales peut permettre de pallier cette faiblesse.
- Des progrès évidents ont été réalisés dans la mise en place de structures de consultation nationales, mais celles-ci ne sont pas fréquentes et les implications des résultats du GST ne sont pas toujours comprises, ce qui peut contribuer à une adhésion limitée et se traduire par un « déficit de mise en œuvre » (*implementation gap*). L'élaboration d'un « cadre de consultation » visant à renforcer le consensus national est envisagée dans le cadre du projet.
- Malgré le potentiel des initiatives de coopération internationale pour renforcer l'action climatique, le niveau de participation des pays africains est limité, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que ces initiatives ne répondent pas à la vision et aux besoins des pays africains. La coopération internationale doit donc être améliorée dans cette perspective spécifique de renforcer l'action en Afrique.

Le rapport de synthèse des co-facilitateurs (*Factual Synthesis Report*) du Bilan mondial, qui doit être publié le 15 septembre 2023, marque le passage de la phase technique à la phase politique du GST. Les messages émergents des résumés précédents suggèrent que le niveau d'ambition en matière d'atténuation, d'adaptation et de financement du climat doit être relevé au cours du prochain cycle qui débutera en 2025. Plus préoccupant encore, le concept de « déficit de mise en œuvre » signifie que la mise en œuvre n'est pas à la hauteur des engagements passés.

Ce constat souligne l'importance capitale d'une action de coopération internationale, plus encore qu'une ambition accrue, en tant que résultat principal du GST. Cette coopération est nécessaire pour soutenir la vision et les besoins des pays ; à défaut, l'action globale nécessaire pour lutter contre le changement climatique et ses impacts sera insuffisante. C'est d'une importance capitale pour les pays africains.

Le projet Bilan mondial Afrique publiera d'autres résultats d'ici la COP 28, analysant les messages clés et les recommandations du rapport de synthèse des co-facilitateurs, et la manière dont ils font progresser les priorités du continent africain dans le processus du Bilan mondial et au-delà.

[CLIMATE](#)[PARIS AGREEMENT](#)[GLOBAL STOCKTAKE](#)[AFRIQUE](#)